



Projet TCP/TUN/3502.

"Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local"

**Rapport de fin de mission du consultant agroéconomiste, spécialiste en
développement local et de la petite agriculture**

Aout 2016

**Jean Philippe Tonneau
Consultant international**

Contenu

Contexte de la mission :	3
Activités réalisées.....	3
Activités liées à l'objectif 1 : Contribuer à la conception, à l'analyse et à la discussion des questionnaires d'enquêtes et résultats des différents diagnostics élaborés dans le cadre du projet.....	3
Activités liées à l'objectif 2 : Identifier, synthétiser et partager avec l'équipe du projet des expériences intéressantes relatives au développement de la petite agriculture et au développement local dans d'autres pays.....	4
Rédaction d'un document de synthèse.....	4
Présentation des conclusions de l'étude.....	6
Activités liées à l'objectif 3: Contribuer à la formulation des propositions d'amélioration	6
Activités liées à l'objectif 4 : Contribuer à la formulation du programme de formation.....	9
Activités non prévues au contrat.	12
Conclusion :	12
Annexes.....	13
Annexe 1 : Contrat.	13
Annexe 2 : Commentaires sur le "rapport sur l'analyse de l'environnement institutionnel"	17
Annexe 3 : Commentaires sur le "rapport environnement juridique"	19
Annexe 4 : Commentaires sur l'étude "Diagnostic micro-économique sur les PEA.....	21
Annexe 5: Programme Atelier de restitution des diagnostics.....	24
Annexe 6 : Programme de la mission de M. Jean Philippe Tonneau, 24 au 30 Avril 2016	26
Annexe 7 : Termes de références Agroéconomiste, spécialiste en économie rurale, en politiques agricoles, analyse des projets.	27
Annexe 8 : Termes de références Agroéconomiste, spécialiste en économie des exploitations agricoles	28
Annexe 9 : Commentaires sur la note méthodologique Typologie PEA.....	29

Contexte de la mission :

M. Tonneau, Cirad Tetis, a signé un contrat d'expertise avec la FAO en appui au projet "Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local-Projet TCP/TUN/3502", en tant que "consultant agroéconomiste, spécialiste en développement local et de la petite agriculture".

Les termes de références du contrat (annexe 1) listaient les objectifs suivants :

- Contribuer à la conception et à la discussion des questionnaires d'enquêtes et résultats des différents diagnostics élaborés dans le cadre du projet. Objectif 1.
- Identifier, synthétiser et partager avec l'équipe du projet des expériences intéressantes relatives au développement de la petite agriculture et au développement local dans d'autres pays. Objectif 2.
- Contribuer à la formulation des propositions d'amélioration. Objectif 3.
- Contribuer à la formulation du programme de formation. Objectif 4.
- Soumettre un rapport de fin de mission avec des recommandations Objectif 5.

Pour atteindre ces objectifs, les moyens suivants étaient prévus : 45 jours de travail, dont deux missions, pour un total de 15 jours, en Tunisie.

La première mission devait se consacrer principalement à la présentation des expériences identifiées, synthétisées et analysées, lors de l'atelier de restitution des résultats des diagnostics micro-économique, institutionnel et juridique de la petite agriculture. La mission a été réalisée comme prévue. Un rapport de mission a été rédigé.

La deuxième mission était consacrée à la présentation, à la discussion et à la finalisation du programme de recommandations. Cette mission n'a pu se dérouler du fait d'une réorganisation du calendrier¹. En effet, le déroulé de l'étude a montré le besoin d'une typologie et de l'analyse des travaux existants en Tunisie sur la petite agriculture. En accord avec le coordinateur du Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord (FAO-SNE) et la coordinatrice nationale du projet, le consultant a contribué à la mise en œuvre de ces activités.

Le rapport présente les activités réalisées et propose des recommandations sur la suite des travaux. Le rapport est organisé en cinq parties. Les quatre premières parties correspondent aux objectifs 1 à 4. La cinquième présente les activités non prévues au contrat.

Activités réalisées

Activités liées à l'objectif 1 : Contribuer à la conception, à l'analyse et à la discussion des questionnaires d'enquêtes et résultats des différents diagnostics élaborés dans le cadre du projet.

Le consultant a interagi avec les responsables du projet, les membres du bureau de la FAO et les consultants sur la programmation des travaux, en particulier en analysant et en proposant des modifications sur les questionnaires d'enquêtes pour l'Elaboration d'un diagnostic micro-économique sur la structure, le fonctionnement et les performances des petites exploitations agricoles (PEA) dans les gouvernorats de Jendouba, Kairouan et de Gabès.

¹ Les frais liés à cette mission ne seront pas facturés.

Des analyses détaillées des rapports ""Environnement Institutionnel", "Juridique", "diagnostic des PEA" ont été réalisés. Ces analyses sont présentées en annexe 2, 3 et 4.

Activités liées à l'objectif 2 : Identifier, synthétiser et partager avec l'équipe du projet des expériences intéressantes relatives au développement de la petite agriculture et au développement local dans d'autres pays

Rédaction d'un document de synthèse

Plan et organisation du document

L'étude "Petite agriculture et politiques publiques : revues d'expériences. Contribution au projet TCP/TUN/3502" propose une analyse des dispositifs d'appui à la petite agriculture, en l'illustrant par trois études de cas en France, au Brésil et au Maroc. L'étude est organisée en une introduction, 6 parties et une conclusion.

La première partie définit le domaine de l'étude en précisant les politiques agricoles qui seront étudiées. Une seconde partie est consacrée à la définition de la catégorie "petite agriculture" en confrontant cette définition à celle d'agriculture familiale. Une réflexion sur les différentes trajectoires possibles de la petite agriculture en est déduite. La troisième partie est une revue des différentes politiques mobilisées en appui à la petite agriculture. Une attention particulière a été donnée aux politiques foncières et à l'organisation de la profession, en se référant à l'expérience de la France, dont le modèle a souvent inspiré les politiques tunisiennes. Les quatrième et cinquième parties présentent deux études de cas, Brésil et Maroc, en analysant l'articulation des différentes politiques.

Depuis 20 ans, le Brésil est devenu une référence en matière de politiques publiques pour l'agriculture familiale et la petite agriculture. Le Maroc est proche géographiquement de la Tunisie et a lancé un projet ambitieux de modernisation de son agriculture, avec la volonté, au moins affichée, d'intégrer sa petite agriculture. Une synthèse résume les éléments les plus pertinents pour la Tunisie. Une conclusion donne quelques orientations pour la recherche menée en Tunisie.

Contenu de l'étude :

L'étude analyse l'impact des politiques publiques en fonction, d'une part, des objectifs donnés à l'agriculture et, d'autre part, de la place que prend la petite agriculture dans la réponse à ces objectifs. Cette place passe par un projet alternatif à l'intégration aux filières de production à grande échelle ; la petite agriculture n'a pas les capitaux nécessaires et la concentration foncière a conduit dans les autres pays à la disparition de la petite agriculture. Ce projet n'est pas non plus un projet de niches de produits de qualité, à forte plus-value. Du fait de la rareté donnée à ces produits, le nombre d'exploitations concernées est alors réduit.

La petite agriculture peut-elle être porteuse d'un modèle de développement durable, intégré, garantissant, à la fois, une production en quantité (en maintenant un nombre élevé de producteurs), une qualité des produits (des productions de qualité), avec de faibles impacts sur l'environnement (des pratiques agro-écologiques) et une distribution équitable des revenus ?

Le Brésil a offert à sa petite agriculture les moyens d'expérimenter ce projet ambitieux, en construction. Au contraire le Maroc privilégie l'intégration de la petite agriculture dans les filières et les marchés de l'agrobusiness. Le Projet Maroc Vert veut financer la modernisation et l'intensification de la petite agriculture en cherchant à éviter la concentration foncière, grâce aux mécanismes de l'agrégation.

Les deux projets sont encore en phase d'expérimentation et doivent faire face à la précarité de la petite agriculture. La petite agriculture dispose de peu de capitaux, (peu de terre, peu d'infrastructure, peu de ressources financières, peu de relations...). Elle est marginalisée, sans beaucoup d'accès à l'information. Elle est souvent en situation de dépendance plus ou moins bienveillante, entre domination brutale et paternalisme condescendant. La productivité de son travail est faible. Par contre sa productivité à l'hectare est variable. Ses conditions de vie sont difficiles. Elle bénéficie de peu d'infrastructures. Ses revenus sont faibles. Même si elle a des atouts (elle connaît son milieu plus que quiconque et est capable d'en tirer le meilleur profit possible ; elle est résistante), son futur est à l'image de son aujourd'hui, difficile.

Enseignements pour la Tunisie

En conséquence, un projet pour la petite agriculture est difficile et doit prendre en compte un certain nombre d'éléments.

Le premier élément est la diversité de la petite agriculture et de l'agriculture familiale. Un concept unique est nécessaire pour défendre politiquement l'intérêt d'investir dans la petite agriculture ou l'agriculture familiale. Mais la prise en compte de la diversité des situations, donc de trajectoires potentiellement différentes est aussi nécessaire.

Le deuxième élément est le dilemme de la petite agriculture : elle doit évoluer car ses conditions de production et de vie ne sont pas satisfaisantes, mais toutes les tentatives d'amélioration semblent la condamner. Partout, dans les processus de développement qu'ont connus les pays avancés, la petite agriculture a disparu. La recherche de la productivité mais surtout la volonté de produire des aliments, toujours à plus bas coût, a favorisé la concentration foncière. C'est le paradoxe de la petite agriculture française qui a réussi si bien sa modernisation qu'elle en disparaît, perdant aussi les valeurs qui avaient fait sa force : attachement à la terre, à la famille, attachement aux produits de qualité.

Le troisième élément est l'incertitude. Penser un projet futur pour la petite agriculture est difficile car les incertitudes sont grandes dans un monde en évolutions profondes et rapides. La disparition de la petite agriculture dans les pays développés s'est faite dans un modèle où l'agriculture est un secteur de sous-traitance de l'industrie. Les biens agricoles doivent être les moins chers possibles. L'accumulation se fait dans l'industrie, puis les services. Cette recherche de produits à bas prix va-t-elle se poursuivre ? Certes, les modes de consommations évoluent. Une partie de plus en plus importante des consommateurs se préoccupe de qualité et est prêt à s'organiser pour trouver une alimentation saine sans pesticides. Le mouvement reste encore limité mais il se développe même dans les pays du Sud. Le mouvement offre peut être des possibilités nouvelles à la petite agriculture.

Les enjeux sociaux, économiques et politiques de la petite agriculture sont le quatrième élément à prendre en compte. Le besoin de nourrir 9 milliards d'habitants justifie les choix privilégiant les grandes entreprises. Le modèle d'une agriculture d'exploitation moyenne, à l'image de ce que fut la modernisation française semble aujourd'hui dépassé. Dans les pays avancés, l'exode rural a été considérable, de l'ordre de 50 % de la population. L'exode a été accepté et géré car l'emploi était abondant. Cela n'est plus le cas. Un tel modèle appliqué à la Tunisie de 2016 poserait inmanquablement les questions de la pauvreté, urbaine ou rurale, et de la place de populations déplacées, sans activités, sans emplois et sans revenus. Le coût de programmes d'appui à la petite agriculture est probablement inférieur à celui d'un exode rural, mal maîtrisé, ayant pour conséquence une violence urbaine difficilement contrôlée.

Face à ces éléments, les expériences démontrent qu'un plan de développement de la petite agriculture ne peut réussir sans :

- Une volonté politique forte de l'Etat se traduisant par des moyens avec une implication des organisations syndicales et professionnelles dès l'élaboration des propositions.
- Une stratégie claire : pourquoi, quoi, qui, comment? (vision, objectifs, responsabilités, gouvernance) se traduisant par des programmes coordonnés de politiques agricoles (Foncier, Organisation, Financement, Formation, Infrastructures agricoles) mais aussi de politiques sociales et de politiques d'aménagement du territoire.
- L'importance de la production de connaissance avec une dimension d'expérimentation permettant l'adaptation aux réalités locales, en s'appuyant sur les expériences locales.

Présentation des conclusions de l'étude.

Lors d'une mission à Tunis (du 24 avril au 1^{er} mai)², deux présentations des conclusions de l'étude ont été faites.

La première l'a été durant "l'Atelier national de restitution des résultats PROJET TCP, Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local". Cet atelier s'est déroulé sur deux jours les 26 et 27 avril 2016 et a réuni une soixantaine de membres du ministère et des partenaires, impliqués à titre divers, dans le projet. Les participants venaient de Tunis et des trois gouvernorats où les diagnostics ont été réalisés (programme de l'atelier en annexe 5).

J'ai aussi fait une conférence ouverte à toutes les personnes intéressées par la question de la petite agriculture. Cette conférence s'est tenue à l'Ecole Nationale d'Administration le 28 avril. Une soixantaine de personnes y ont assisté.

Dans l'atelier, la présentation a insisté sur l'analyse des expériences brésilienne et marocaine, l'objectif étant de donner des éléments de réflexions pour le travail en groupes. Dans la conférence, l'accent a été mis sur des éléments de stratégie pour la petite agriculture. La présentation a ici utilisé des éléments issus de l'atelier.

Activités liées à l'objectif 3: Contribuer à la formulation des propositions d'amélioration

Le document "Petite agriculture et politiques publiques : revues d'expériences. Contribution au projet TCP/TUN/3502" présente de nombreuses recommandations pour la formulation de propositions d'amélioration pour la petite agriculture en Tunisie. Ces propositions sont organisées autour de 6 grands objectifs.

1. **Reconnaître la spécificité de la petite agriculture familiale.** Le projet pour la petite agriculture doit s'appuyer sur ce qu'est la petite agriculture, ses caractéristiques profondes. L'enjeu est de la renforcer et non de la transformer en pensant un projet à sa mesure qui prennent en compte la diversité territoriale et sociale. Cette reconnaissance se traduit par des choix, listés ci-après :
 - La petite agriculture est de polyculture/poly-élevage.
 - L'intensification à la surface est privilégiée en mobilisant le plus de travail possible, à l'hectare, en se rapprochant du jardinage. La mécanisation se préoccupe d'abord de diminuer la pénibilité du travail et de favoriser la transformation au sein de l'exploitation.
 - La petite agriculture est pluriactive, utilisant toutes les possibilités de revenus complémentaires.

² Programme de la mission en annexe 6.

- Dans une perspective de sécurité alimentaire³, la petite agriculture assure d'abord son autosuffisance.
- La petite agriculture essaie de répondre aux évolutions des modes de consommations des urbains en développant des circuits de solidarité (de type AMAP - Association pour le maintien d'une agriculture paysanne).

2. **Penser en termes de développement rural et non de développement agricole.** Cela signifie :

- Investir dans les zones rurales à la fois dans les infrastructures rurales et dans l'éducation, pour diversifier l'activité économique et la rendre plus résiliente.
- Mettre en œuvre des projets de développement territorial. pour rechercher et améliorer la cohérence des activités dans l'espace (intégration sectorielle, intégration des actions filières).
- Développer les emplois de services autour de l'agriculture (transformation à petite échelle, commerce, valorisation de produits par l'artisanat, location de matériels et d'équipements...).
- Améliorer la valeur ajoutée dans les filières agricoles par des procédés adaptés de transformation et une meilleure utilisation des sous-produits de l'agriculture.
- Faciliter les marches de proximité (favorable à la petite agriculture) grâce à :
 - des investissements publics assurant la régularité, la qualité et la sécurité des produits ;
 - l'accès à des marchés publics (cantines scolaires, restaurants collectifs publics, etc.)
 - la promotion des produits de la petite agriculture en reconnaissant la qualité (labellisation de certification ou d'autres signes de qualité).

3. **Développer les connaissances sur la petite agriculture.**

- Justifier l'importance de la petite agriculture et sa contribution au développement durable par la mesure de sa performance économique, sociale et environnementale en comparant cette performance avec celles des autres structures de production.
- Faire en sorte que les politiques agricoles s'appuient sur une évaluation régulière de la situation de la petite agriculture dans sa complexité (par exemple pluriactivité). .
- Mieux connaître la situation des différentes catégories pour mieux cibler les actions...

Ces résultats seront obtenus en encourageant les études universitaires et en organisant des dispositifs statistiques adaptés, utilisant une typologie normalisée pour organiser les recensements. La diversité de la petite agriculture sera prise en compte et permettra de développer des systèmes d'indicateurs pour le suivi et la mesure d'impact, par catégorie de producteurs.

4. **Garantir l'accès à la terre.** La question foncière doit être réglée. Ici aussi, l'expérience brésilienne montre que la régularisation, selon le principe "la terre à qui la cultive", est la voie la plus sage. Les réformes agraires coutent trop cher et sont difficiles à mener politiquement. Le remembrement dans la perspective d'une petite agriculture, intensive à la surface, sur de petites surfaces et respectant l'environnement, n'a pas l'importance que la profession française lui a donné, dans les années 60. Néanmoins, des mécanismes facilitant la transmission

³ La sécurité alimentaire est garantie par deux éléments : la disponibilité et l'accessibilité. Les volumes de la production doivent couvrir les besoins alimentaires, c'est la disponibilité. Les citoyens doivent avoir accès à cette production, soit qu'ils l'aient produite, soit qu'ils disposent de revenus leur permettant de l'acheter. Dans une perspective de sécurité alimentaire, doit-on favoriser la production de l'alimentation dans des mécanismes d'autosuffisance, par la petite agriculture ou doit-on favoriser une production bon marché dans de grandes exploitations, en organisant la distribution de ces produits. Les réflexions sur les revenus universels minima garantis, préfigurent d'un modèle où le revenu ne dépendrait plus du travail de plus en plus rare mais de dotations de l'Etat.

intergénérationnelle en créant des conditions favorables à la sortie de l'agriculture pour les exploitants plus âgés (systèmes de retraite, viagers,...) et la reprise des exploitations par des jeunes (aides à l'installation et à la modernisation, prêts bonifiés...) sont souhaitables.

5. **Créer un paysage institutionnel spécifique pour la petite agriculture.** Cela signifie :

- Renforcer les institutions publiques dédiées à la petite agriculture (statistique, protection sociale, financement, conseil, formation et vulgarisation, recherche, gouvernance foncière et de gestion de l'eau...) comme un préalable.
- Appuyer l'émergence et le renforcement des organisations de petits producteurs agricoles (groupements coopératifs d'utilisation des matériels en se basant sur des projets concrets, de réponse aux réels besoins des agriculteurs (intrants, commercialisation, crédit, assistance technique...). L'enjeu est l'émergence d'organisations professionnelles, dynamiques, revendicatives, capables de débattre et de porter des projets différenciés. Ce sont les dynamiques de concertation qui font la pertinence, la diversité et la richesse des instruments proposés.

6. **Favoriser l'expérimentation technique et sociale en mobilisant les connaissances.** Face à l'incertitude et à la complexité, les solutions faciles n'existent pas. Elles nécessitent de l'expérimentation, dans un processus d'apprentissage collectif qui inventent, valident et diffusent les savoirs locaux, en les confrontant aux savoirs de la recherche. En sont déduites des bonnes pratiques adaptées aux territoires considérés et à leurs conditions agro écologiques.

Ces propositions ont été discutées lors de la mission à Tunis avec les responsables du ministère, l'équipe du projet, les participants de l'atelier et l'auditoire de la conférence. L'ensemble des participants ont convenu que le plus important, au-delà des propositions, était de garantir un processus de dialogue avec l'ensemble des acteurs concernés par la question de la petite agriculture en Tunisie.

Dans cette perspective, un certain nombre d'orientations pour la continuité des actions ont été retenues. Ces orientations sont d'abord organisationnelles.

- Constituer un réseau permanent de compétences sur la petite agriculture. Il s'agit de maintenir et de consolider le réseau des personnes ressources participant aux différentes activités du projet.
- Développer la formation. Ce point sera développé dans le paragraphe "Activités liées à l'objectif 4 Contribuer à la formulation des propositions d'amélioration".
- Formaliser le processus d'élaboration de la stratégie de développement de la PEA dans un manuel de procédure spécifique à la Tunisie. Ce manuel sera l'un des résultats principaux du projet pour répondre à la nature du projet qui se veut pilote, à la fois, dans l'approche et la méthode.

Des orientations techniques ont aussi été décidées pour compléter les travaux.

- Finaliser la caractérisation socio-économique des petites exploitations agricoles par l'établissement d'une typologie qui permettrait de mieux connaître la diversité de la petite agriculture en Tunisie, d'appréhender les différents niveaux de vulnérabilité, et de mieux cibler les actions d'amélioration. Cette étape apparaît indispensable à l'élaboration du plan d'amélioration prévu par le projet.
- Documenter l'expérience tunisienne sur la petite agriculture. La Tunisie a développé de nombreuses études depuis l'indépendance. Ces études font partie du patrimoine scientifique tunisien. Elles permettront aussi de mettre en perspective les expériences étrangères, de mesurer les évolutions qu'a connues la petite agriculture et d'évaluer les programmes gouvernementaux mis en œuvre.
- Communiquer et valoriser les résultats du projet (une maquette en arabe, français).

En parallèle aux discussions, un plan du rapport final a été élaboré. Le rapport sera organisé en un résumé, une introduction, une conclusion et quatre parties.

La première partie (chapitre de contextualisation) présentera : i) Le concept de la petite Agriculture, ii) La petite agriculture dans les politiques tunisiennes de développement agricole et rural : quels enseignements ? iii) Le projet TCP 3502 : contenu, objectifs, et méthodologie ;

La seconde partie sera consacrée à la caractérisation socio-économique des PEA en Tunisie et à l'analyse du cadre institutionnel et juridique.

La troisième partie sera constituée de propositions pour un plan de développement de la petite agriculture.

La quatrième partie développera les besoins en renforcement de compétences nécessaires pour la mise en œuvre du plan de développement.

Activités liées à l'objectif 4 : Contribuer à la formulation du programme de formation.

La formation va toucher différents acteurs. En première analyse, nous avons identifié trois groupes principaux (les "policy makers", les personnels des administrations d'appui à la petite agriculture, les agriculteurs), groupes qui pourront être par la suite subdivisés pour répondre à des besoins plus spécifiques.

La priorité aujourd'hui, dans le cadre même du projet TCP/Tun/3052, nous semble devoir être donnée aux policy makers. Les policy makers sont l'ensemble des acteurs impliqués dans l'élaboration de la stratégie de développement de la petite agriculture et dans les politiques associées, à savoir : les politiques, les représentants de l'administration centrale, déconcentrée et décentralisée, les chercheurs, les représentants des organisations professionnelles (syndicats, coopération...), les représentants des privés (traduction, intrants, commercialisation, transformation...).

Compte tenu de l'hétérogénéité des perceptions, la définition d'une stratégie de développement de la petite agriculture nécessite des espaces de partage et d'échange que la formation peut offrir. L'"idée" est d'organiser cinq (5) sessions de formation pour les personnes impliqués dans l'élaboration de la stratégie, d'ici la fin du projet, en parallèle aux activités d'élaboration de la stratégie (cf. encadré n° 1).

Ces formations seront des ateliers de partage d'expériences et de formation. L'objectif est de garantir une meilleure participation des acteurs en organisant de manière plus formelle et plus continue la réflexion commune, tout en donnant à ces acteurs les éléments théoriques, méthodologiques et contextuelles nécessaires à la prise des décisions. La formation permettra ainsi de présenter, de discuter, de modifier et de valider les recommandations proposées par l'équipe du projet. Nous présentons en encadré 1, une première proposition de contenu de ces formations.

Ces formations constitueraient aussi un "pilote" qui pourrait être utilisé par la suite dans les formations destinées aux techniciens, chargés de la mise en œuvre de la stratégie, et aux agriculteurs. De manière classique, ici, les formations seront de base (formation initiale scolaire, d'apprentissage) ou de formation continue, diplômantes ou certifiantes, techniques (production, transformation,...) et de gestion (des exploitations, des entreprises, des coopératives, des

organisations...)... Des formations spécifiques seront déclinées selon les publics (femmes, jeunes), les spéculations...

Pour définir le programme de formation pour les techniciens et les agriculteurs, nous proposons d'analyser le catalogue existant et de l'adapter aux spécificités de la petite agriculture. Les questions de l'adaptation et du partenariat seront centrales. Les systèmes proposés devront être pensés en fonction des réalités économiques, sociales et environnementales, des exploitations, en évitant les réponses uniformes de type "paquets technologiques". Les agriculteurs et les techniciens devront développer des capacités de co-construction dans des démarches holistiques. En première analyse, les éléments suivants devront être abordés : les atouts et contraintes de la petite agriculture ; l'analyse systémique ; la co-conception de systèmes adaptés ; la progressivité des évolutions (penser les trajectoires d'évolution) ; l'analyse d'impacts ; l'adaptation au changement climatique ; animation, participation et techniques de communication... D'un point de vue technique, les formations liées à l'agro-écologie devront être probablement développées. Le contenu de ces formations ne pourra être détaillé définitivement avant que la stratégie de développement de la petite agriculture ne soit finalisée.

Encadré 1: Des propositions de formation

Objectifs :

Renforcer les compétences des acteurs impliqués dans la définition de la stratégie de développement de la Petite agriculture en Tunisie.

Formaliser un cadre d'analyse théorique et méthodologique de la petite agriculture en Tunisie.

Discuter à la lumière de ce cadre d'analyse les produits et propositions du projet.

Finaliser et valider les principales orientations pour une stratégie de développement de la petite agriculture en Tunisie.

Développer un pilote des formations nécessaires à la mise en œuvre du plan de développement de la petite agriculture.

Orientation stratégique

Six sessions d'une à deux journées. Chaque session est consacrée à une thématique prioritaire pour la définition de la stratégie pour le développement de la petite agriculture. Chaque session serait organisée en trois temps pédagogiques. Le premier sera consacré à une introduction théorique (le quoi et le pourquoi), le second à des orientations méthodologiques (comment faire ?), le troisième à une discussion des produits du projet et à la formalisation de recommandations pour la mise en œuvre de la stratégie de développement de la petite agriculture en Tunisie.

Participants

Les "policy makers", participants aux discussions pour la définition de la stratégie de développement de la petite agriculture.

Contenu

Session 1: La petite agriculture et sa diversité

Cadre théorique

Concept : la petite agriculture et les autres agricultures en Tunisie. Les catégories de la petite agriculture et les critères pour la caractérisation et l'identification des différents types d'agriculture.

Cadre méthodologique

La méthode de réalisation d'une typologie des agricultures.

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

La typologie des PEA réalisés dans les trois Imadats.

Conditions de réalisation d'une typologie des PEA dans l'ensemble des territoires Tunisiens.

Prise en compte de la diversité de la petite agriculture dans les politiques publiques et dans les outils statistiques.

Session 2 : Stratégie de développement de la Petite agriculture : politiques sectorielles et intégration

Cadre théorique :

La notion de stratégie de développement : vision, objectifs, instruments : programme et politiques

Cadre méthodologique :

Les outils de la planification

Analyse, discussion,, validation des produits du projet et recommandations

Les axes d'amélioration pour la petite agriculture (propositions du projet). Les grandes orientations d'un programme de développement de la Petite Agriculture en Tunisie. Quel pacte social ? Quelles politiques publiques ? Quelle gouvernance ?

Session 3 : Politiques publiques pour la petite agriculture (Travail en groupe autour de 5 politiques publiques : politiques foncières, politiques d'investissement, politiques de crédit, organisation des producteurs, politiques de vulgarisation et de formation.

Cadre théorique:

Rôle et limites des politiques publiques. Les enjeux des différentes politiques publiques sectorielles.

Cadre méthodologique:

Comment intégrer les différentes politiques publiques dans un cadre global cohérent ?

Comment répondre aux besoins spécifiques des différentes agricultures ? Flexibilité de la mise en œuvre des politiques publiques.

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

Les orientations des politiques publiques en fonction de la réponse aux besoins des différentes Petites Agricultures.

Session 4: Développement territorial, développement agricole, réforme institutionnelle et gouvernance. Politiques d'aménagement du territoire, politiques sociales, politiques de développement territorial.

Cadre théorique :

Le développement territorial comme outil de gouvernance :

Cadre méthodologique:

Les méthodes de mise en œuvre du développement territorial :

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

Les grandes orientations d'une réforme institutionnelle : cogestion, décentralisation, intégration régionale...

Des opérations pilotes de développement territorial ?

Session 5 : Participation, Co-élaboration et Co-gestion

Cadre théorique :

Pourquoi la participation ? Les formes de la participation : intérêts, limites et contraintes.

Cadre méthodologique:

Les méthodes de la participation. Techniques et postures.

Analyse, discussion, validation des produits du projet et recommandations

Pour une culture de démocratie participative.

Par rapport à ces propositions de formations, les discussions au sein de l'équipe de projet ont abouti aux conclusions suivantes :

- les thématiques proposées méritent une plus grande discussion même si les orientations pédagogiques sont validées (sessions d'une journée par thème, journée structurée en présentation du concept, présentation de la méthode, et présentation, discussion et validation des résultats et des propositions d'actions d'amélioration). Le programme devra

prendre en compte les propositions formulées par le groupe de travail qui s'est tenu lors de l'atelier du 27/04.

- Le groupe cible de chaque session de formation ne devra pas dépasser 20 à 25 personnes sélectionnées selon leurs domaines de compétence, de l'administration ou de la profession,
- Le choix des formateurs est très important. Comme les actions d'amélioration seront discutées, le pilotage de cette formation doit être fait par des membres de l'équipe du projet selon leur disponibilité.
- La nécessité de commencer le programme de formation par un module sur les principes de communication et de dialogue.

Activités non prévues au contrat.

Suite à la décision de compléter les travaux par la réalisation d'une typologie et d'une synthèse des travaux sur la petite agriculture en Tunisie, j'ai participé à la rédaction des termes de références des nouveaux contrats de consultance locale (annexe 7 et 8).

J'ai travaillé avec le consultant retenu sur la méthodologie de réalisation de la typologie (annexe 9), en insistant sur :

- l'importance de disposer de critères pour une typologie générique, à partir des typologies des trois délégations, permettant des orientations pour une réalisation des typologies dans l'ensemble du pays.
- l'articulation entre approche à dire d'acteurs et approche multidimensionnelle. La démarche à dire d'acteurs (et la discussion avec les acteurs et les spécialistes) oriente par des hypothèses les traitements de l'approche multidimensionnelle et, en analysant les résultats de ces traitements, remet en cause ces hypothèses, en permettant d'autres, dans un processus d'amélioration continue.

Dans cette perspective, j'ai contribué aux choix des variables, à partir des critères de différenciation de la petite agriculture, critères identifiés dans les différents textes produits par le projet. Pour chacune des variables, les liens entre les variables et les critères ont été précisés. Pour chaque variable, des seuils de différenciations ont été définis et facilitent la réalisation de la typologie.

Conclusion :

Les activités prévues au contrat ont été réalisées. J'ai contribué à la conception et à la discussion des questionnaires d'enquêtes et résultats des différents diagnostics élaborés dans le cadre du projet. (objectif 1). Mais l'essentiel de mon activité a été consacré à l'étude sur les revues d'expériences de par le monde (objectif 2). Le document de synthèse "Petite agriculture et politiques publiques : revues d'expériences. Contribution au projet TCP/TUN/3502" a permis de contribuer aux débats lors de l'atelier de présentations des résultats. Des propositions en termes d'amélioration de la situation de la petite agriculture, éléments pour la définition d'une stratégie de développement de la petite agriculture, (objectif 3) et de formation (objectif 4) ont pu être faites. Le rapport en outre les présente (objectifs 5).


Ces propositions n'ont pu être discutées avec les partenaires de la Co-construction de cette stratégie. Des besoins en éléments complémentaires de diagnostic sont apparues (typologie, analyse des expériences tunisiennes). Plus encore, l'appropriation par les acteurs des résultats du projet nécessite une démarche de discussion approfondie qui devrait être mise en place d'ici la fin du projet, en formalisant les éléments de la stratégie (par l'intégration de l'ensemble des travaux) et en la discutant dans des ateliers de partage d'expériences et de formation (encadré 1).

Ces activités devraient faire l'objet d'un nouveau contrat.

Annexes

Annexe 1 : Contrat.

Page 1 of 2

 FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION OF THE UNITED NATIONS Viale delle Terme di Caracalla, 00153 - Rome, Italy Facsimile: 57053152 Telephone: 57051		PERSONAL SERVICES AGREEMENT (Lending Employer) Manual Section 319 refers	
NAME of Loaned Employee Mr Jean-Philippe Marie Tonneau		Name of Lending Employer CIRAD	
Address c/o FNTUN		Address Campus International de Baillarguet 34398 Montpellier Cedex 5 France	
DIVISION FNTUN	INDEX 0117242		
DURATION OF AGREEMENT: From 24 September 2015 to 30 June 2016 or until the satisfactory completion of the services described in this Personal Services Agreement, whichever is earlier, unless terminated sooner under the terms of this Agreement. TOTAL DAYS TO BE WORKED: 45 - on when-actually-employed or piece-work basis			
TYPE OF HIRE: PSA, LEN TERMS OF REFERENCE: Attached DUTY STATION: Montpellier, France			
PAYMENT: Subject to certification of satisfactory completion of the services, payment will be made in the currency specified by the Loaned Employee at the time of signing this Agreement, in accordance with Manual Section (MS) 319, up to a total lump sum of: EUR 26,400.00 payable as follows: - Upon completion of assignment			
TRAVEL*: - Included in lump sum TRAVEL ITINERARY: As per TOR DSA at Duty Station: - Not Applicable DSA outside of Duty Station: - Included in the lump sum *Visas and vaccinations, as required, are the responsibility of the Loaned Employee			
SOCIAL SECURITY - Provided by the Lending Employer not FAO.			
MEDICAL CLEARANCE - Certified by Lending Employer.			
GOVERNMENT CLEARANCES: - Not applicable GOVERNMENT RELEASES: - Not applicable		PERSON TO BE NOTIFIED IN CASE OF EMERGENCY (Name, Address and Telephone No.) 	
NOTICE OF TERMINATION (applicable to both parties): 5 days notice in writing for contracts of less than two months and 2 weeks notice for contracts of two months or more, with the exception of Volunteers (1 week-notice), South-South Cooperation Loaned Employees and TCDC/TCCT experts with one-year contract (30 days-notice). In the event of this Agreement being terminated prior to its due expiration date, the Loaned Employee shall be compensated for the actual amount of work performed to the satisfaction of the Food and Agriculture Organization on a pro-rata basis.			

STATUS OF THE LOANED EMPLOYEE: The Loaned Employee shall be considered as having the legal status of an independent contractor and shall not be considered in any respect as being a staff member of the Food and Agriculture Organization of the United Nations.

RIGHTS AND OBLIGATIONS: Manual Section 319 of the FAO Administrative Manual is part of the terms and conditions of this Agreement. The rights and obligations of the Loaned Employee are strictly limited to the terms and conditions of this Agreement. Accordingly, the Loaned Employee shall not be entitled to any payment, subsidy, compensation, or other benefits except as expressly provided in this Agreement.

TITLE RIGHTS: The title rights, copyrights, and all other rights of whatsoever nature in any material produced under the provisions of this Agreement shall be vested exclusively in the Food and Agriculture Organization.

UNPUBLISHED INFORMATION: The Loaned Employee shall not communicate to any person or other entity any unpublished information made known to him by the Food and Agriculture Organization in the course of performing his obligations under the terms of this Agreement except upon authorization by the Food and Agriculture Organization.

ARBITRATION: Any dispute arising out of the interpretation or execution of a Service Contract shall be settled by mutual agreement between the parties. If the parties are unable to reach agreement on any question in dispute or a mode of settlement other than arbitration, either party shall have the right to request arbitration in accordance with the Arbitration Rules of the United Nations Commission on International Trade Law (UNCITRAL) as at present in force. The parties agree to be bound by any arbitration award rendered in accordance with this provision as the final adjudication of any dispute. Any request for arbitration must be lodged within 90 days from the date of expiration or termination of the Agreement.

CONDUCT: By signing below, I, the Loaned Employee, acknowledge and agree that I have read and accepted the terms of this Agreement/Service Contract, and that I have been provided with a copy of, have read and understood, and agree to abide by the Standards of Conduct for the International Civil Service (Manual Section 304 refers). Prohibition of Sexual Exploitation and Abuse: In the performance of the Agreement/Service Contract, I undertake to fully comply with the standards of conduct set forth in the UN Secretary-General's Bulletin ST/SGB/2003/13, concerning "Special measures for protection from sexual exploitation and sexual abuse" and related FAO policies and procedures. I understand that failure to abide by the principles expressed in the above instruments constitutes a breach of an essential term of the Agreement/Service Contract and will lead to appropriate administrative action, which may result in termination of employment. In addition, nothing herein shall limit the right of FAO to refer any alleged breach of ST/SGB/2003/13 to the relevant national authorities for appropriate legal action. (Please visit the FAO Intranet for more information).

HUMAN RESOURCES OFFICER	LENDING EMPLOYER	LOANED EMPLOYEE
Name: Sanchia Gordon Hall	Name: CIRAD	Name: Mr. Jean-Philippe Marie Tonneau
Signature: 	I hereby accept this Agreement with the entitlements specified in the attached Annex. It being understood that such entitlements are subject to the Organization's rules governing employment of Personal Service Agreement Loaned Employees, and to any modifications made hereto. I have received a copy of Manual Section 319.	I hereby accept this Agreement with the entitlements specified in the attached Annex, it being understood that such entitlements are subject to the Organization's rules governing employment of Personal Service Agreement Loaned Employees, and to any modifications made hereto. I have received a copy of Manual Section 319.
Date: 24 September 2015	Signature:  Date: 29 SEP. 2015	Signature:  Date: 30/9/2015



SPECIAL CLAUSES GOVERNING PERSONAL SERVICES AGREEMENTS FOR LOANED EMPLOYEES WITH LENDING EMPLOYER

Annex 1.6

Payments and/or reimbursements specified in the Payment section of the PSA shall constitute full payment for any supervision, guidance and support given by the Lending Employer to the loaned employee in carrying out the above assignment. Such payments shall cover the cost of salary and allowances, health, medical, pension benefits and all other expenditures, including taxes, in connection with the services of the loaned employee.

Name of Human Resources Officer Sanchia Gordon Hall	Name of Lending Employer CIRAD	Name of Loaned Employee Mr. Jean-Philippe Marie Tonneau
Signature: 	Signature: 	Signature: 
Date: 24 September 2015	Date: 29 SEP. 2015	Date: 30/9/2015



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Mandat de consultant ou de titulaire d'accord de services personnels

Nombre minimum d'années d'expérience requises : ☐10yrs

Nom :		Jean Philippe TONNEAU	
Intitulé du poste ou de la tâche: consultant international, agroéconomiste, spécialiste en développement local et de la petite agriculture			
Division/Département:		Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord	
Programme/Projet N°:		TCP/TUN/ 3502	
Lieu:		Tunis avec éventuellement des déplacements sur le terrain	
Date d'affectation prévue (date de début):	A déterminer	Durée:	45 jours (WAE) dont 15 jours de travail en Tunisie, répartis en 2 missions.
Supérieur hiérarchique:	<i>Nom:</i> Lamourdia Thiombiano	<i>Titre:</i>	Coordinateur du Bureau sous Régional de la FAO pour l'Afrique du Nord
DESCRIPTION GÉNÉRELE DES TÂCHES CONFIEES ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE			
<p>Un(e) consultant(e) international(e) agroéconomiste, spécialiste en développement local et de la petite agriculture :</p> <p>Sous la supervision générale du Coordinateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord (FAO-SNE) et la supervision technique directe du fonctionnaire chargé des politiques agricoles et en étroite collaboration avec la coordinatrice nationale du projet, le consultant national spécialiste en développement local et de la petite agriculture :</p> <ul style="list-style-type: none"> • identifier, synthétiser et partager avec l'équipe du projet des expériences intéressantes relatives au développement de la petite agriculture et développement local dans d'autres pays. • Contribuer à la conception, à l'analyse et à la discussion des questionnaires d'enquêtes et résultats des différents diagnostics élaborés dans le cadre du projet. • Contribuer à la formulation des propositions d'amélioration. • Contribuer à la formulation du programme de formation. • Soumettre un rapport de fin de mission avec des recommandations <p>Le consultant est appelé à effectuer deux missions en Tunisie. Les dates seront définies ultérieurement en commun accord et en fonction de l'avancement de la mise en œuvre du projet.</p> <p>Qualification et expérience :</p>			

<ul style="list-style-type: none"> • Grade universitaire en agroéconomie / politiques agricoles / développement rural et local • Une expérience d'une dizaine d'année au minimum dans le développement rural et local et de la petite agriculture, notamment en région méditerranéenne. • Des capacités d'analyse et de synthèse et une expérience en communication en public. <p>Langue : Une maîtrise parfaite de la langue française</p>	
PRINCIPAUX INDICATEURS DE RESULTATS	
<ul style="list-style-type: none"> - Rapport synthétique sur des expériences intéressantes relatives au développement de la petite agriculture et développement local dans d'autres pays. - Rapport à la fin de chaque mission en Tunisie - Rapport de fin de consultation. 	<ul style="list-style-type: none"> - 30 novembre 2015 - juin 2016

Annexe 2 : Commentaires sur le "rapport sur l'analyse de l'environnement institutionnel"

Le document est organisé en trois parties :

- a) Principaux acteurs publics et privés intervenants pour le PEA et le développement local
- b) Analyse des forces et faiblesses des acteurs intervenants pour le PEA et le développement local
- c) Propositions recommandations.

Le document est de qualité et complet. L'ensemble des institutions et des acteurs sont listées. Une description claire et documentée est faite de leurs fonctions et activités. La première partie répond bien aux termes de références " *Elaboration de la cartographie des institutions gouvernementales et non gouvernementales nationales, régionales et locales chargées de la petite agriculture*".

L'auteur souligne qu'une des difficultés rencontrées dans la réalisation du travail est l'absence de définitions précises de la Petite exploitation agricole et de la petite agriculture. Cette difficulté apparaît dans le document. En effet, les activités concernant spécifiquement la petite agriculture sont présentes mais peu développées. En particulier, le rôle de l'agence foncière, exposé en détail, n'est pas précisé en ce qui concerne spécifiquement la petite agriculture et ses enjeux.

La réforme traite du morcellement du parcellaire qui affecte principalement la petite agriculture, mais les actions de l'agence foncière spécifiques aux petites exploitations ne sont pas précisées. L'auteur choisit d'inclure dans les institutions celles s'occupant de développement régional. Ce choix pertinent pourrait être justifié en précisant comment ces institutions influent sur la question agricole. Comment peuvent-elles prendre part au soutien et/ou au développement de la petite agriculture ?

Les éléments se rapportant expressément à la Petite Agriculture sont dispersées au fil du document. Cela est dommage car ces éléments nous semblent très pertinents. Nous les rappelons ci-après.

- Le dispositif d'appui à l'agriculture est complexe, à l'image de la complexité du secteur, à la fois complexité des formes d'agriculture, des projets, des stratégies mises en place...
- Le secteur de l'agriculture est un secteur hautement administré qui s'est constitué au fil des réformes successives (coopérativisme, libéralisation,...), des débats sur ce que doit être la gestion du secteur (entre administration centralisée et autonomie de la profession et des régions...), d'une préoccupation avec l'ensemble des acteurs (lutte contre la pauvreté, solidarité...).
- Les réponses aux questions structurelles, comme la question foncière ou l'endettement, sont limitées.
- Les activités typiquement de petite agriculture comme l'extractivisme ou le micro-crédit peinent à se développer.
- La petite agriculture reste trop souvent un modèle par défaut.
- Les opérations de développement local ou territorial qui réussissent à donner du sens aux interventions des différents services et institutions sont encore trop peu nombreuses. Comment les politiques agricoles peuvent-elles s'articuler avec les politiques de développement local/régional ?
- Ces dernières années, le dispositif est en perte d'efficacité. Les institutions sont moins présentes, le système de crédit est défaillant. Les organisations professionnelles et syndicales, sauf contre-exemples rares sont peu préparées à l'autonomie qui se dessine.

- L'absence de stratégie globale (pour les PEA mais la constatation est vraie pour le secteur agricole dans son ensemble) explique aussi l'inefficacité du dispositif, qui se présente comme un ensemble d'institutions et des services, souvent découplés, manquant aujourd'hui de moyens et généralement marqué par des pratiques d'assistanat et de réponses trop ponctuelles et peu porteuses d'avenir à des revendications opportunistes.
- Un des enjeux principaux est l'articulation des différentes institutions dans un même Projet.

En fait, la situation est de transition et exige une réflexion globale. Une synthèse, à la fin de la première partie, en insistant sur une analyse globale, donnerait plus de forces aux remarques présentes au fil du texte.

L'analyse des forces et faiblesses et les recommandations est faite par grandes catégories d'institutions. Les forces et les faiblesses mentionnées restent générales et ne portent pas spécifiquement sur la PEA. L'analyse gagnerait à être plus centrée sur la contribution de chacun des acteurs dans l'appui à la petite agriculture. De la même façon, les recommandations pourraient être précisées : quelles évolutions ou actions permettraient d'améliorer l'impact sur la petite agriculture. Une version finale pourrait s'attacher à préciser les forces et faiblesses de l'ensemble du secteur agricole, du secteur d'appui à la Petite Agriculture et en tirer des recommandations pour un Programme national "Petite agriculture". Ce travail pourra facilement être fait à partir des travaux de restitutions qui devraient être organisés dans cette perspective.

Annexe 3 : Commentaires sur le "rapport environnement juridique"

Le document est organisé en trois parties : inventaire de la législation en vigueur en matière de petite agriculture, étude analytique de la législation existante en matière de petite agriculture, recommandations d'ajustement de la législation existante. Le document est de qualité et donne un bon aperçu de la complexité des questions juridiques. Le document répond bien aux items des termes de références concernant "Collecter les textes juridiques régissant la petite agriculture" et "Faire une analyse critique des textes juridiques"

Ici, aussi comme, dans le rapport sur l'environnement institutionnel, le travail a souffert de l'absence de définition précise de ce qu'est la Petite Agriculture et plus généralement d'une vision globale pour le développement de cette Petite Agriculture. Les textes concernent souvent l'agriculture comme un tout et sont ensuite adaptés, essentiellement par décret, aux conditions spécifiques de la Petite Agriculture.

L'inventaire de la législation en vigueur (partie 1) liste l'ensemble des documents étudiés et analysés dans la partie 2. Cette partie analyse successivement les textes juridiques concernant les statuts fonciers et la petite agriculture, le travail agricole en commun, les encouragements financiers, le crédit agricole et la microfinance, les encouragements fiscaux, l'assurance agricole. Une description des institutions du secteur est proposée en 27 mais aussi en 31.

En fait le plan déroute un peu le lecteur. Le titre du 22 "le travail agricole en commun" est peu explicite eu égard son contenu. Les textes analysés sont plus des textes qui ont voulu donner de la flexibilité et permettre l'investissement. La partie 3 nommée "Recommandations d'ajustement de la législation existante" est aussi ambiguë. En effet, elle mélange une analyse détaillée des institutions (qui devrait fusionner avec la partie 27) et une analyse des textes (qui devrait être trouvée sa place avec les parties 21 à 26). Je n'ai pas compris la logique de l'organisation du document et de cette partie 3. Je me permets de proposer que le document soit organisé en trois parties : les textes (en soulignant les attendus politiques et théoriques), les institutions chargées de leur mise en œuvre (avec les difficultés techniques et pragmatiques de mise en œuvre des textes juridiques, décrets et lois), les recommandations. Cette organisation permettrait de mieux valoriser les réflexions pertinentes qui émaillent le document. Je tente de les résumer ci-après.

- L'analyse des différents textes fonciers montre que la plupart de ces textes ont contribué à garantir l'accès à la terre à la Petite Agriculture mais sans réussir à lutter contre le morcellement de la propriété liée aux héritages.
- Les encouragements financiers, le crédit agricole, les encouragements fiscaux, les assurances s'inscrivent dans la même logique de permettre et de sécuriser l'investissement, en tenant compte des difficultés d'investissement de la Petite Agriculture.
- Le morcellement croissant du parcellaire agricole rend difficiles les investissements. La question centrale semble être : Comment concilier des structures petites (sont-elles trop petites?) et l'investissement nécessaire au développement, à la modernisation de la petite agriculture.

Cette question est probablement fondamentale dans la réflexion de l'étude même si elle n'est pas formalisée comme telle. Comme pour l'étude sur l'environnement institutionnel, le document souffre de l'absence d'un véritable programme pour la Petite Agriculture. Les lois et décrets, comme les institutions, ont été créés au fil des réformes et des débats qui ont traversé la définition des politiques agricoles et agraires. Pour proposer des modifications aux textes de lois, et même pour réaliser une analyse critique, une grille d'analyse est nécessaire, grille faisant référence aux atouts et faiblesses de la Petite Agriculture et à un agenda politique clair.

Le volet juridique vient ainsi en second lieu, et doit répondre au COMMENT fait-on après que le QUE fait-on ? A ce stade, les modifications de lois sont proposées sans qu'on sache à quel modèle de développement agricole et à quelle vision de la Petite Agriculture (actuelle et future) elles se réfèrent.

Sur le fond, je ne suis pas spécialiste de droit, mais je trouve qu'il manque d'explications et de développements permettant de faire un lien entre les textes législatifs et leur impact sur la petite agriculture. En gros, qu'impliquent ces textes législatifs pour la petite agriculture ? Exemple : « La législation foncière a ouvertement favorisé la propriété privée sans prévoir les outils de la garder dans des proportions viables, ce qui a généré des exploitations de tailles réduites » Comment ?

Une question : Agence foncière : quels sont les plafonds minimum et maximum de la propriété ?

Section « modifications à apporter »

Pourquoi inscrire la petite agriculture dans les prérogatives du Ministère ? A quelles fins (concrètes) ? Comment définirait-on la petite agriculture ? Qu'est-ce que cela changerait dans les faits pour la petite agriculture ?

Réforme du code foncier : pourquoi ne pas préciser davantage ce qui permettrait de réduire le morcellement, encourager le développement agricole tout en préservant la petite agriculture ? Comment par ailleurs engager une lutte contre les petites exploitations tout en, par ailleurs, faire reconnaître la petite agriculture dans les politiques publiques agricoles ? Est-ce compatible et comment ?

On aurait pu imaginer des propositions législatives du type : favoriser la succession intra-familiale limitant le sur-morcellement des parcelles (par le biais de compensations autres que la terre pour les ayant-droits ne souhaitant pas reprendre l'exploitation) ; favoriser les regroupements de terre (vente et/ou location) ; favoriser les regroupements d'agriculteurs ; etc.

Annexe 4 : Commentaires sur l'étude "Diagnostic micro-économique sur les PEA

Le document traite des structures, du fonctionnement et des performances des petites exploitations agricoles dans trois régions. Le document n'a donc pas vocation à répondre à l'ensemble des questions que doit traiter le projet TCP/TUN/3502 : "Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au développement local". Mais l'intérêt de disposer de données de terrain de qualité nous a conduit à vouloir mettre en perspective les résultats. Le document étant de qualité et répondant aux termes de références, les commentaires doivent donc être compris non comme des critiques sur le travail mais plus comme des pistes pour le travail ultérieur à faire, pour les travaux lancés dernièrement (bibliographie et typologie) et pour la rédaction du rapport final de l'étude.

Le document est organisé en un préambule, 11 parties et une conclusion.

Dans le préambule, l'auteur présente l'objectif et les termes de références de l'étude. Le document répond bien à ces termes de références : élaboration d'un questionnaire petites exploitation agricoles ; définition méthodologie d'échantillonnage; organisation de la réalisation matérielle de l'enquête sur le terrain en collaboration avec les points focaux régionaux; contribution à l'organisation de 3 focus groupes de pré-diagnostic participatif de la petite agriculture aux échelles nationale, régionale et locale ; rédaction du diagnostic micro-économique sur la structure, le fonctionnement et les performances des petites exploitations agricoles dans les gouvernorats de Jendouba, Kairouan et de Gabès.

Dans la partie 1, l'auteur rappelle les définitions utilisées pour définir la PEA et les concepts "adjacents" (exploitant, système de production, système exploitation/famille/environnement,). L'auteur présente aussi les principales caractéristiques de la PEA : caractère familial, diversité, pluriactivité, foncier limité et parcellisé... L'auteur fait enfin référence à une typologie. Le lecteur a un peu de mal à comprendre que la typologie proposée (deux grands groupes et six sous-groupes en utilisant le critère de revenu comme critère principal) est le produit de l'étude "Jouili et Mkacher, 2015". La formulation "l'étude a affiné les critères de différenciation..." peut laisser supposer que la typologie est le fruit de l'étude TCP...

Au-delà de la clarification à donner, cette typologie pourrait être mieux valorisée car elle est pertinente, le revenu est un indicateur de la qualité de l'insertion au marché, cette dernière dépendante de nombreux facteurs. La typologie n'est utilisée que comme un élément de contexte. Elle n'est pas utilisée dans l'échantillonnage. Elle pourrait être présentée comme une proposition à vérifier. Elle pourrait alors être discutée en conclusion.

Dans la partie 1, l'auteur décrit l'importance de la PEA en Tunisie en faisant références aux études s'appuyant sur l'ESEA qui permettent de délimiter l'ensemble PEA et de le quantifier. Les principales caractéristiques de la PEA en Tunisie sont aussi introduites : foncier, diversité géographique, diversité de la PEA....Ces références, qui seront complétés par l'étude bibliographie sur les travaux existants en Tunisie, devront être utilisées pour présenter et justifier l'organisation du questionnaire en répondant à la question : comment ces références ont orienté la construction du questionnaire pour approcher la réalité de la PEA, dans les trois zones retenues ?

"L'approche méthodologique" est présentée dans la partie 2. Cette approche est solide. Le questionnaire avait été validé par les différents consultants et a permis d'obtenir de nombreuses données. Le travail d'enquête s'est intégré dans la démarche participative mis en place par le projet TCP et a ainsi bénéficié de nombreuses discussions et validations. L'apport de ces discussions n'est pas suffisamment explicité dans le document.

Les parties 3 à 10 présentent les résultats du traitement des réponses aux questionnaires en abordant de manière détaillée les éléments de caractérisation de la PEA, retenus dans le questionnaire. Cette partie est le cœur du document. Cette partie est riche et met en évidence les caractéristiques "génériques" de la PEA, en montrant les différences régionales.

Les principales caractéristiques génériques démontrées sont:

- Le caractère familial de la PEA. Nous pouvons parler de Petite exploitation agricole familiale : faire valoir direct ; importance de la famille et surtout du couple (prise de décision partagée et travail) ; solidarité familiale... En contrepartie, l'importance des charges familiales (chômage des diplômés) est à noter ;
- L'ancrage territorial et l'attachement au terroir... ;
- La question foncière (superficie limitées et parcellisation) ; à noter le développement des superficies de PEA par l'appropriation des terres collectives avec néanmoins une diminution des superficies moyennes, due à l'augmentation du nombre d'exploitations ;
- Le niveau d'investissement faible, surtout dans les infrastructures ;
- La grande diversité des systèmes de production ; des choix de productions raisonnés en fonction des situations ;
- Une bonne maîtrise technique ; des systèmes utilisant les intrants et la mécanisation ;
- Un bon niveau de performance compte tenu du niveau d'investissement ;
- L'importance de la pluriactivité et la dépendance de l'activité agricole de la pluri activité ;
- La réactivité et la capacité d'adaptation de la PEA ;
- Le vieillissement des chefs d'exploitation ;
- Le faible accès au crédit et au conseil technique ;
- La faiblesse des OP et des services rendus ;
- Le peu de connaissances sur les programmes de développement agricole ;
- Une perception faible de l'importance des programmes de développement ;
- L'importance des revenus non agricoles ;
- Des niveaux de revenus agricoles très différenciés ;
- ...

L'analyse est principalement statistique, élément par élément. L'analyse systémique reste limitée. La mise en perspective des résultats est à faire. Une analyse des caractéristiques des trois zones permettrait de mieux comprendre et de mieux expliciter les différences entre les exploitations des différentes zones, différences soulignées dans tous les paragraphes. Une typologie permettrait de mieux caractériser et expliciter la diversité de la PEA.

L'auteur a intégré les différents éléments dans une analyse SWOT et en a tiré des perspectives (partie 11). La synthèse SWOT est développée principalement à partir des traitements des enquêtes (parties 3 à 10) mais d'autres sources ont été probablement utilisées (groupe de travail, témoignages des chefs d'exploitations...). Ces sources ne sont pas indiquées. En particulier, il serait intéressant de mieux expliciter les apports des différents groupes de travail. De fait, on ne sait pas si l'analyse est de l'expert ou si elle est le fruit du travail collectif réalisé lors des réunions de concertation.

L'analyse SWOT est à discuter. A titre d'exemples, parmi les forces, la pluriactivité n'est pas citée pourtant elle permet d'asseoir les revenus et de stabiliser les activités agricoles ; le coût faible de la main d'œuvre familiale est relatif compte tenu de la charge des chômeurs diplômés. Parmi les faiblesses, la rentabilité faible est citée. Ce point est à préciser car par ailleurs le traitement des enquêtes montre une bonne performance. De quelle rentabilité s'agit-il ?

Les perspectives de la petite exploitation agricole sont développées ensuite. Les perspectives se traduisent en principales actions à mener. De ce que j'ai compris ce sont les "perspectives", exprimées par les chefs d'exploitations. Ce point est à préciser. L'exercice ne peut échapper à un effet "listes d'actions" (tableau 38, 39 et 40) même si le consultant a en introduction préciser les grandes lignes de forces.

Dans la conclusion, le consultant résume les principales caractéristiques de la PEA et développe quelques actions pour la PEA.

En résumé, le document vaut surtout par la qualité de l'analyse des données du questionnaire. En ce sens, le document répond aux termes de références. Les résultats gagneraient à être mieux mis en perspective, d'abord par rapport à ce qu'est la PEA (définition théorique et réalité tunisienne) puis par rapport à la diversité géographique (description et diagnostics des zones d'enquêtes). Enfin des typologies doivent traiter de la diversité des exploitations. Les orientations d'actions seront construites en croisant les produits et les autres analyses menées (analyses institutionnelles et juridiques). Dans ces conditions, je recommande que nous investissions modestement dans l'amélioration de ce document de qualité (voir quand même les remarques au fil du texte) et que nous utilisions le matériel existant très riche pour passer rapidement à la typologie. Nous devons voir aussi comment consolider les diagnostics par zones.

Annexe 5: Programme Atelier de restitution des diagnostics



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



Projet TCP/TUN/350 2

« Assistance d'appui au développement de la petite agriculture et au
développement local »

**Atelier de restitution des résultats des diagnostics : micro-économique, institutionnel et
juridique de la petite agriculture**

26 et 27 Avril 2016, Hôtel Ramada Plaza- Gammarth

Mardi 26 avril 2016	
8h30 - 9h00	Accueil des participants et enregistrement
9h00 - 9h30	Allocution de bienvenue et Ouverture officielle de l'atelier : Mr. Le Représentant du Bureau Sous Régional de la FAO pour l'Afrique du Nord Mr. le Ministre de l'Agriculture des ressources hydrauliques et de la Pêche
9h30- 9h40	Présentation du projet : objectifs, approches, état d'avancement. Représentant du DGEDA
9h40 - 10h10	Petite agriculture et politiques publiques : revues d'expériences Mr Jean Philippe TONNEAU, CIRAD, Consultant FAO
10h10 - 10h30	Analyse diagnostique du cadre institutionnel de la petite agriculture en Tunisie Mr Salah TRIKI, Consultant FAO
10h30 - 11h00	Pause-café
11h00 - 11h20	Analyse diagnostic du cadre juridique de la petite agriculture en Tunisie Mr Mohamed DEROUICH, Consultant FAO
11h20 - 11h50	Analyse diagnostique des enquêtes socio-économiques des petites exploitations agricoles en Tunisie. Mr Mongi SGHAIER, Consultant FAO
11h50-13h00	Discussion
13h00 - 14h30	Déjeuner
14h30-15h00	Restitutions des propositions d'amélioration régionales , coordinateurs régionaux du projet : Jendouba, Kairouan et Gabès
15h00 - 16h00	Travaux des groupes : <u>Groupe 1</u> : Politiques et programmes de développement de la petite agriculture : axes d'améliorations globales et spécifiques ? <u>Groupe 2</u> : Cadre institutionnel et juridique : <i>axes d'améliorations globales et spécifiques?</i>
16h00-16h20	Pause-café
16h20-17h00	Suite des travaux des groupes
Mercredi 27 avril 2016	
09h00 - 10h30	Restitution et discussion des résultats des travaux des groupes
10h30 - 11h00	Pause-café

11h00 - 12h30	Travaux des groupes : par groupe de travail <ul style="list-style-type: none"> - Elaboration d'une ébauche de plan d'action - Identification des besoins en renforcement de capacités
12h30 - 13h00	<ul style="list-style-type: none"> - Restitution des résultats des travaux de groupe - Synthèse et clôture
13h00	Déjeuner et départ

Annexe 6 : Programme de la mission de M. Jean Philippe Tonneau, 24 au 30 Avril 2016

Dimanche 24 Avril 2016 : Voyage Londres/Tunis	
Lundi 25 Avril 2016	
10h30mn	<p>Accueil de M.Jean Philippe Tonneau à la DGEDA/MARH</p> <p>Réunion à la DGEDA :</p> <p>M.Boubakar Karray (DG/DGEDA/MARH)</p> <p>M.Jean Philippe Tonneau, Expert international FAO (projet TCP/TUN/3502)</p> <p>M.Ahmed Bougacha (AFAOR (Programme))</p> <p>Mme Nejia Hayouni (DGEDA/MARH)</p> <p>Mme Sabeh Ouni (DGEDA/MARH)</p> <p>M.Kamel Zaidi (DGEDA/MARH)</p> <p>Experts FAO (projet TCP/TUN/3502)</p> <p>Mme Nadia Ounalli (FAO, Politiques Agricoles)</p> <p>M. Mounir Majdoub (facilitateur atelier projet TCP/TUN/3502)</p> <p>Discussion des éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Déroulement de l'atelier • Animation des travaux des groupes • Finalisation des objectifs de l'atelier
14h30mn	<ul style="list-style-type: none"> • Des rencontres et des entretiens avec les responsables de DGFIOP, APIA, DGFôret.....
Mardi et Mercredi 26 et 27Avril 2016	
Atelier de restitution des résultats du projet petite agriculture (programme joint)	
Jeudi 28 Avril 2016 : Conférence débat à l'ENA Tunis	
Politiques publiques et petite agriculture, stratégies de développement des petites exploitations agricoles	
Vendredi 29 Avril 2016	
10h	<p>Réunion à la DGEDA: M.Boubakar karray</p> <p>M.Jean Philippe Tonneau</p> <p>M.Ahmed Bougacha</p> <p>Mme.Nejia Hayouni</p> <p>Mme Nassima Ayadi</p> <p>M. Kamel Zaidi</p> <p>Mme.Sabeh Ouni</p> <p>Mme Nadia Ounalli</p> <p>Présentation du rapport de synthèse du projet par Mme Nassima Ayadi, Experte FAO (projet TCP/TUN/3502)</p>
14h30mn	Réunion d'évaluation de la mission et programme de travail pour le reste du projet
Samedi 30 avril 2016 : Voyage Tunis/Montpellier	

Annexe 7 : Termes de références Agroéconomiste, spécialiste en économie rurale, en politiques agricoles, analyse des projets.



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Mandat de consultant ou de titulaire d'accord de services personnels

Intitulé du poste ou de la tâche: Agroéconomiste, spécialiste en économie rurale, en politiques agricoles, analyse des projets.			
Division/Département:		Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord	
Programme/Projet N°:		TCP/TUN/3502	
Lieu:		Tunis	
Date d'affectation prévue (date de début): 1 ^{er} juin 2016	A déterminer	Durée:	15 jours (31 juillet 2016)
Supérieur hiérarchique:	Nom:	Lamourdia Thiombiano	<i>Titre:</i> Coordinateur du Bureau sous Régional de la FAO pour l'Afrique du Nord

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES CONFIEES ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE

Un(e) consultant(e) national(e) agroéconomiste, spécialiste en économie des exploitations agricoles :

Sous la supervision générale du Coordinateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord (FAO-SNE) et la supervision technique directe du fonctionnaire chargé des politiques agricoles et en étroite collaboration avec le/la coordinateur (-rice) national(e) du projet, le/la consultant(e) national(e) effectuera une synthèse bibliographique des différents travaux menés sur la petite agriculture en Tunisie. Cette synthèse englobera notamment :

- Revue et analyse des expériences de développement de la petite agriculture en Tunisie, cas de réussite.
- Revue et analyse des programmes, études et travaux de recherches menés sur le développement agricole et rural en Tunisie
- Revue et analyse des évaluations d'impacts des politiques, programmes et projets de développement sur la petite agriculture en Tunisie
- Elaboration d'une synthèse sur les principaux enseignements à tirer des expériences antérieures et en cours, et proposition d'orientations générales en faveur de l'élaboration de politiques et de programmes visant la promotion de la petite agriculture en Tunisie.

Qualification et expérience :

- Grade universitaire en agroéconomie/politiques agricoles / développement agricole et rural
- Une expérience d'une vingtaine d'année au minimum dans le développement agricole et rural, économie de l'exploitation agricole, analyse des projets.
- Une bonne connaissance des politiques agricoles en Tunisie
- Des capacités d'analyse et de synthèse et une expérience dans la recherche et le développement.

Langue : Une maîtrise parfaite de la langue arabe et du français

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RESULTATS

- | | |
|---|--|
| - Rapport de la synthèse bibliographique des différents travaux menés sur le développement de la petite agriculture en Tunisie. | - Date d'achèvement prescrite et remise du rapport : 30 juillet 2016 |
|---|--|

Annexe 8 : Termes de références Agroéconomiste, spécialiste en économie des exploitations agricoles



Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
Mandat de consultant ou de titulaire d'accord de services personnels

Intitulé du poste ou de la tâche: Agroéconomiste, spécialiste en économie des exploitations agricoles			
Division/Département:		Bureau sous régional de la FAO pour l'Afrique du Nord	
Programme/Projet N°:		TCP/TUN/3502	
Lieu:		Tunis avec éventuellement des déplacements sur le terrain	
Date d'affectation prévue (date de début):	A déterminer	Durée:	35 jours (contrat du type « engagement sur la base des services effectifs »,)
Supérieur hiérarchique:	Nom:	Lamourdia Thiombiano	Titre: Coordinateur du Bureau sous Régional de la FAO pour l'Afrique du Nord

DESCRIPTION GÉNÉRALE DES TÂCHES CONFIEES ET DES OBJECTIFS À ATTEINDRE

Un(e) consultant(e) national(e) agroéconomiste, spécialiste en économie des exploitations agricoles :

Sous la supervision générale du Coordinateur du Bureau sous-régional de la FAO pour l'Afrique du Nord (FAO-SNE) et la supervision technique directe du fonctionnaire chargé des politiques agricoles et en étroite collaboration avec le/la coordinateur (-rice) national(e) du projet, le/la consultant(e) national(e) élaborera une typologie des petites exploitations agricoles par région. En se basant sur les données socioéconomiques et le diagnostic effectués dans une première consultation, ce travail de typologie englobera les activités suivantes :

- Proposition de critères de caractérisation de la petite exploitation agricole suivant une approche systémique (caractéristiques intrinsèques des exploitations mais aussi leurs relations avec leur environnement (entreprises rurales, activités et secteurs en amont, en aval, et périphériques; institutionnel....)
- Identification des facteurs qui sont à l'origine de la diversité des petites exploitations agricoles.
- Elaboration de la typologie des petites exploitations agricoles par région (Jendouba, Kairouan, et Gabès)
- Orientations pour l'élaboration d'une typologie nationale.
- Validation de la typologie avec l'équipe du projet puis les acteurs de développement concernés dans le cadre d'un atelier.
- Analyses et caractérisations socioéconomiques des différents types de petites exploitations agricoles avec accent mis sur les enjeux, les défis, et les potentialités pour chaque type d'exploitations.

Qualification et expérience :

- Grade universitaire en agroéconomie/politiques agricoles / développement agricole et rural
- Une expérience d'une dizaine d'année au minimum dans le développement de l'exploitation agricole, économie de l'exploitation agricole, réalisation des enquêtes agricoles, typologie
- Une bonne connaissance du secteur agricole et rural en Tunisie
- Des capacités d'analyse et de synthèse
- Une expérience en diagnostic et enquêtes agricoles,
- Maîtrise des techniques d'analyse de données qualitatives et quantitatives.

Langue : Une maîtrise parfaite de la langue arabe et du français

PRINCIPAUX INDICATEURS DE RESULTATS

– Rapport de synthèse : analyses et caractérisations des différents types de petites exploitations agricoles dans les régions de Jendouba, Kairouan et Gabès.	– Date d'achèvement prescrite et remise du rapport : Fin Aout2016
---	---

Annexe 9 : Commentaires sur la note méthodologique Typologie PEA

Je partage les grandes orientations proposées (considérations générales), à savoir :

- Typologie emboîtée suivant une structure arborescente à 2 niveaux (Délégation, type), ce qui revient à élaborer une typologie spécifique à chacune des trois délégations Fernana, Hajeb layoun et Hama ;
- Typologie construite sur la base de critères simples, disponibles au niveau de la base de données des enquêtes PEA réalisées dans le cadre du projet;
- Typologie "hybride" combinant deux approches : approche "à dire d'experts" et approche multidimensionnelle (multivariée) intégrant l'ACP, l'AFCM et la CAH;
- Typologie conduisant à un nombre limité de types identifiés ;
- Typologie concertée avec les acteurs et les spécialistes nationaux et régionaux au niveau de toutes les étapes du processus de la construction typologique.

Je suis aussi d'accord avec les étapes proposées.

Néanmoins je veux insister sur deux points :

- l'importance de disposer de critères pour une typologie générique, à partir des typologies des trois délégations, permettant des orientations pour une réalisation des typologies dans l'ensemble du pays.
- L'articulation entre approche à dire d'acteurs et approche multidimensionnelle doit être permanente... La démarche à dire d'acteurs (et la discussion avec les acteurs et les spécialistes) oriente avec des hypothèses les traitements de l'approche multidimensionnelle et, en analysant les résultats de ces traitements, remet en cause ces hypothèses, en faisant d'autres, dans un processus d'amélioration continue.

A cet égard, le choix des variables doit faire références aux critères de différenciation de la petite agriculture communément retenus et identifiés dans les différents textes produits par le projet. (étape 2, " Définir la liste des variables quantitatives et qualitatives pertinentes par rapport à la TPEA pour chaque délégation"). La liste suivante est indicative et elle pourra être discutée. Elle prend en compte :

- La structure de l'exploitation avec les capitaux et le travail disponibles
 - ✓ Les capitaux disponibles ...
 - l'accès aux ressources naturelles, en premier lieu la terre mais aussi l'eau, les pâturages, le bois... en analysant la sécurité d'accès, la quantité, la qualité de ces ressources (plus ou moins de terres, à la fertilité plus ou moins élevée, dont la jouissance est plus ou moins sécurisée),
 - la capacité d'investissement (plus ou moins de capital d'exploitation), mais aussi l'accès au crédit et aux technologies...
 - la capacité de management, capital humain y compris l'accès à la formation
 - ✓ le travail
 - le travail disponible : quantité et qualité...
 - mais aussi l'emploi ou non de la main d'œuvre disponible...
- les systèmes de production mis en œuvre...
 - ✓ la place respective de l'agriculture et des autres activités (artisanat, salariat occasionnel et permanent...)

- ✓ Les cultures et les élevages, leur importance respective dans le système de production (de l'autosuffisance céréalière à la spécialisation en mono spéculation en passant par une production diversifiée), traduisent quels objectifs :
 - Objectifs d'autoconsommation (part et la place de l'autoconsommation,
 - Objectifs d'insertion dans le marché...
 - Objectifs mixtes : se nourrir et vendre les excédents ???
- ✓ Les systèmes techniques (plus ou moins modernisés) traduisent une plus ou moins grande autonomie et une plus ou moins grande productivité...
- L'efficacité et l'efficience du système de production, sous l'angle économique mais aussi social et environnemental ...
 - ✓ Les revenus, leurs origines, leurs répartitions (agriculture, aides sociales, pluriactivité....)
 - ✓ Leur utilisation : investissements dans l'agriculture (terre, matériel...), investissement dans d'autres activités, consommation exclusive....
 - ✓ Le type d'insertion dans le marché (par le travail, les produits –circuits courts et longs.....)...
 - ✓ Les réponses sociales...

Nous devrions définir, pour chacune des variables retenus proposées, les liens entre les variables (elles proposées) et les critères (ceux-là et d'autres), et préciser quel sens on peut donner à chaque variable... Par exemple, telle spéculation (par exemple palmier dattier, variétés x...) indique quoi en termes de projet, d'efficacité... etc... En fait en termes de types de producteurs. Nous pourrions aussi ainsi déterminer des seuils "hypothétiques" ... Si la superficie en palmier ne concerne que quelques pieds... si la superficie augmente chaque année... cela aura des significations autres...

L'analyse de cette relation entre critères et variables se fera à chacune des étapes proposées par Si Mongi.

Brighton, le 21 juillet 2016